

Nouvelles économiques de Paris Ile-de-France

N° 8 - JUILLET 2007 (mois sous revue JUIN)

 île de France
Agence Régionale de Développement

Le dossier
du mois

Conjoncture
économique

Position
concurrentielle

Dynamiques
économiques

Acteurs
économiques

Territoires

Chiffres clés
Sites internet



Version imprimable

n° 8-9 - Juin-Juillet 2007 (mois sous revue mai-juin)

"Nouvelles économiques de Paris Ile-de-France" est une synthèse de l'actualité économique régionale, élaborée à partir de l'analyse de la presse et de l'ensemble des documents de fond, rapports, etc que nous avons cherchés.

La publication s'arrête au mois d'août et reprendra à la rentrée.

Cette synthèse de presse existe également dans une version semestrielle en anglais. N'hésitez pas à vous abonner : pren@paris-region.com

 Pour être destinataire de cette lettre d'information, vous désabonner ou nous adresser des informations, merci d'adresser un message à neif@paris-region.com

Le dossier du mois

Ile-de-France : une situation économique dynamique en 2006

HAUT DE PAGE 

Pour l'Insee, la situation économique de la région Ile-de-France s'est améliorée en 2006. ("Regard sur l'année économique et sociale 2006"). La croissance de l'emploi dans le secteur concurrentiel (1,8%) a confirmé cette tendance favorable (Garp).

Pour l'Insee, l'activité a été particulièrement dynamique dans la construction, avec la mise en chantier de 36 800 logements (+ 3% par rapport à 2005) et l'augmentation de + 17% de la construction de locaux non résidentiels. Autre secteur porteur : les services marchands dont le chiffre d'affaires a crû de plus 7% en un an. Certains secteurs ont été particulièrement porteurs comme le conseil en affaires et gestion, l'ingénierie technique et le travail temporaire.

La conjoncture a été moins favorable dans l'industrie, notamment dans l'automobile. Les effectifs salariés ont baissé de 1,1% mais le chiffre d'affaires des entreprises industrielles a progressé de +5,3% par rapport à 2005, grâce à de bonnes performances dans l'industrie des biens de consommation. L'agriculture et l'automobile ont respectivement connu une baisse de leurs effectifs de 26,7 et 8,5% alors que l'énergie et l'éducation, santé, action sociale ont connu une forte hausse de leurs effectifs de 28 et 10,8%.

En 2006, 73 000 entreprises ont été créées, soit une hausse de 0,9% en un an. Cette croissance s'est

même accélérée au premier trimestre 2007. Les services et la construction sont les plus porteurs. L'Ile-de-France fait partie des régions les plus créatrices d'entreprises. Dans le même temps, les défaillances d'entreprises ont baissé, passant de 10 700 en 2005 à 9 100 en 2006, soit une diminution de 14,4%.

L'amélioration du marché du travail se confirme avec une progression du nombre d'emplois et un recul du chômage avec un taux estimé à 8% fin 2006. Fin 2006, 4 millions de salariés franciliens travaillent dans le secteur concurrentiel non agricole selon les estimations de l'Unedic.

En revanche, en 2006, les échanges extérieurs de la région francilienne restent très déficitaires, de l'ordre de 45 milliards d'euros.

La population francilienne est estimée à 11,49 millions d'habitants au 1/1/06, soit près de 19 % de la population métropolitaine. Elle a gagné 500 000 personnes depuis le recensement de 1999 et augmente plus vite que celle des autres régions avec une croissance annuelle de 0,7% contre 0,64% en moyenne.

Enfin, en ce qui concerne le tourisme, l'année 2006 a été une année satisfaisante pour l'Ile-de-France, avec une fréquentation hôtelière en hausse. Plus de 31 millions de personnes ont séjourné dans les hôtels franciliens, dont 46% d'étrangers. De nombreux sites culturels ont enregistré une croissance du nombre de visites, principalement Le Louvre (+10%), Le Domaine de Versailles (+6%), Disneyland Paris et la Tour Eiffel (+4% chacun).

Cette fréquentation touristique a eu des répercussions positives sur les transports avec une augmentation de 4,8% des passagers des aéroports franciliens (82,5 millions) ce qui permet à Aéroports de Paris d'être en tête des principaux aéroports européens en termes de croissance. La SNCF a également vu ses trafics augmenter malgré la concurrence des compagnies à bas coûts avec une croissance de +2,5% pour le TGV, +4,5% pour Eurostar et +6% pour Thalys.

Sources :

- [Regard sur l'année économique et sociale 2006, Insee Ile-de-France](#)

Conjoncture économique

Ile-de-France : Conjoncture Economique

HAUT DE PAGE 

L'année 2007 démarre sur un 1er trimestre satisfaisant, en cohérence avec les bons résultats observés sur la région au 2nd semestre 2006. L'activité se maintient à un bon niveau dans la majorité des secteurs d'activités observés, conduisant ainsi à une nouvelle baisse du chômage (il s'établit à 7,8 % en Ile-de-France en mars 2007). Toutefois, à l'instar de la France, l'économie francilienne devra résister au ralentissement attendu de l'économie mondiale en 2007, qui ne manquera pas de peser sur le commerce extérieur de la région. Dans ce contexte, les indicateurs des trimestres prochains, et notamment l'évolution des carnets de commande étrangers, seront déterminants.

Sources :

- [Le Tableau de bord économique de l'Ile-de-France- Juin 2007 \(nouvelle formule\)](#)
- [Pour obtenir la version anglaise : prkei@paris-region.com](mailto:prkei@paris-region.com)

Ile-de-France : défaillances d'entreprises

Au 1er trimestre 2007, l'Ile-de-France a enregistré 1913 défaillances d'entreprises. Sur un an, le nombre de défaillance a baissé de 14,2%.

Sources :

- [Insee Ile-de-France faits et chiffres, n°151](#)

Ile-de-France : Industrie francilienne

Selon l'étude de l'Insee "**Les groupes français contrôlent l'industrie francilienne**", **les grands groupes industriels français sont les principaux employeurs de la région Ile-de-France** devant les entreprises indépendantes et les groupes étrangers, avec 45% des salariés régionaux du secteur. Les groupes français sont presque exclusivement des groupes franciliens, c'est-à-dire des groupes dont la tête est localisée en Ile-de-France. La présence des groupes étrangers est plus forte dans l'industrie que dans le reste de l'économie francilienne (24 % des emplois contrôlés contre 14 % tous secteurs confondus).

Les groupes français réalisent 60 % du chiffre d'affaires de l'industrie francilienne, soit plus du double de celui des groupes étrangers. Principalement impliqués dans les secteurs de l'industrie automobile, la construction navale, l'aéronautique, le ferroviaire, les équipements et les composants électriques et électroniques, ils représentent la moitié de la valeur ajoutée créée par l'industrie sur la région. Les groupes étrangers, qui contrôlent plutôt les secteurs de la pharmacie, la parfumerie, la chimie, le caoutchouc et plastiques et les équipements mécaniques, contribuent eux à hauteur de 29% à cette richesse.

Les groupes français exportent et recourent à la sous-traitance. Les établissements dépendant de groupes français (Renault, SNECMA...) exportent davantage que les autres : 40 % du chiffre d'affaires de groupes français proviennent des ventes sur les marchés étrangers, soit deux fois plus que les entreprises indépendantes. Les groupes étrangers réalisent 30 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Ces derniers sont souvent implantés sur le territoire francilien afin d'avoir accès au marché local, voire national ou européen, alors que les groupes français participent davantage au marché mondial.

Sources :

- [Les groupes français contrôlent l'industrie francilienne](#)
- [Décideurs d'Ile-de-France, 28/5/07](#)

Position concurrentielle

Attractivité Compétitivité

HAUT DE PAGE 

L'Ile-de-France au cœur des régions européennes

L'économie francilienne appartient au "club restreint" des grandes régions européennes produisant le plus de richesses. Ses grands atouts sont les services, la recherche et développement et le tourisme. Avec près de 30% du PIB français, elle est au coude à coude avec cinq autres régions européennes : l'Est espagnol, le Grand Londres, le Nord-Ouest italien, la Randstad et la Rhénanie du nord. Elle arrive en tête de ces six régions pour le PIB par emploi.

Elle se distingue également des autres régions européennes et arrive à la première place européenne avec 173 200 personnes travaillant dans la recherche et développement. Elle est aussi la seule région à satisfaire les objectifs de la stratégie de Lisbonne avec plus de 14 milliards de dépenses en Recherche et Développement, soit 3,2% du PIB régional.

Concernant le tourisme, la région Ile-de-France a la plus forte capacité hôtelière avec 260 lits pour 10 000 habitants par rapport aux cinq autres régions et Paris est la première ville mondiale en termes de tourisme d'affaires avec plus de 14 millions de nuitées passées dans les hôtels de la région.

Europe : aides aux investissements étrangers

Selon le "**Baromètre de l'attractivité européenne**" du cabinet Ernst & Young auprès de 800 entreprises, **l'Europe demeure "la région du monde la plus intéressante"**, mais "son attrait a baissé de 10 points entre 2006 et 2007". Elle a cependant enregistré sa meilleure performance avec plus de 3 500 annonces de projets et une croissance de 15,2% par rapport à 2005.

La France est la deuxième destination européenne pour le nombre d'implantation d'investissements étrangers et le nombre de centres d'appels, et troisième pour le nombre d'emplois créés, avec 20 500 emplois.

En réaction à ce rapport, le ministre allemand de l'Économie a évoqué l'escalade des enchères aux subventions publiques entre pays industrialisés pour attirer les investisseurs étrangers. La commissaire à la concurrence européenne a rappelé que pour les aides à la recherche et à l'innovation, secteur clé de la croissance, la législation de l'Union offre déjà une "clause d'alignement" sur les pratiques des pays concurrents qui n'a pas été utilisée jusqu'ici. En revanche, généraliser cette clause à tous les secteurs reviendrait, à ses yeux, à "augmenter non pas les investissements mais la facture des États".

La commissaire a reçu mission de réexaminer la politique communautaire de contrôle des aides pour voir si un dispositif élargi est envisageable.

Compétitivité : World Competitiveness Yearbook 2007

Pour l'édition 2007 de leur rapport sur la compétitivité dans le monde "**World Competitiveness Yearbook 2007**", les économistes de l'Institute for Management Development (IMD) de Lausanne ont dressé le bilan des dix dernières années.

Les Etats-Unis restent le pays le plus compétitif, celui dont l'ensemble des infrastructures économiques offrent le meilleur potentiel à long terme.

Les pays émergents font déjà apparaître sur la scène mondiale "de nouvelles entreprises et de nouvelles marques". Parmi les 55 pays sur lesquels se focalise l'étude de l'IMD, 40 ont réduit ou maintenu leur écart vis-à-vis des Etats-Unis, contre seulement 15 qui se sont fait distancer. La Chine, la Russie ou l'Inde sont en tête de liste des pays ayant réalisé le plus de progrès, suivis par la Slovaquie, l'Estonie, la Suède ou encore Hong Kong qui ont sensiblement amélioré leurs positions au cours des dernières années. Avec un taux moyen de croissance de 5%, ces pays en voie de développement ont les moyens financiers de créer des fonds publics d'investissement, à l'image de Temasek, à Singapour. La Chine vient d'annoncer la création du sien. Dubaï en a déjà deux. Avec de telles sommes, les acquisitions de sociétés occidentales se multiplieront, confirmant la tendance esquissée ces dernières années. L'IMD s'attend donc à voir des réactions de protectionnisme fleurir dans le monde occidental.

Relégué en 2006 au 30^e rang de ce classement, **la France est remontée au 28^e rang, grâce notamment à de meilleures performances en matière économique, des infrastructures de qualité mais aussi grâce à la bonne productivité et la qualité de sa main-d'oeuvre.**

L'AFII conteste ce rapport qui ne traduirait pas la réalité de l'attractivité puisqu'il compile indicateurs, objectifs et enquêtes d'opinion. L'agence rappelle que la CNUCED avait placé la France au troisième rang mondial pour les investissements directs étrangers (IDE) en 2006. Ces IDE, dont le montant s'est élevé à 88,4 milliards de dollars, ont permis la création de 39.998 emplois directs l'année dernière.

Paris, 8^{ème} centre de commerce dans le monde

Selon une **étude menée par MasterCard**, évaluant le rôle stratégique des villes dans le développement du commerce international, **Paris arrive en huitième position du classement des 50 métropoles qui comptent au sein de la nouvelle économie mondiale.** L'Index, développé par un panel d'éminents économistes, liste et classe les 50 premiers centres du commerce dans le monde, en s'appuyant sur 6 critères d'évaluation combinant au total plus de 100 indices. Parmi les dix premières villes du classement figurent quatre métropoles asiatiques, trois européennes et trois américaines. Londres arrive en tête du classement, devant New York, Tokyo, Chicago, et Hong-Kong, suivis par Singapour, Francfort, Paris, Séoul et Los Angeles.

Immobilier résidentiel : Paris deux moins cher que Londres

Louer un appartement de trois pièces à Paris coûte en moyenne 1500 euros par mois, soit deux fois moins qu'à Londres, selon le baromètre "**Worldwide cost of living ranking**" qu'Eca International réalise chaque année en comparant les loyers dans 92 capitales. Paris se classe à la dixième place mondiale derrière Tokyo, Londres, Séoul, Hong-Kong, Dubai, Moscou, New York, Koweït City et Istanbul.

Coût de la vie : Paris au 13^{ème} rang mondial

Selon le **classement annuel du coût de la vie dans les grandes métropoles du Cabinet Mercer Consulting** qui compare les prix de 200 articles-tests dans des secteurs variés dans 143 villes, Moscou, Londres, Séoul, Tokyo, Hong-Kong se classent aux premiers rangs des villes les plus chères du monde. **Paris est bien placée pour accueillir les cadres étrangers.** Elle arrive au 13^{ème} rang. La vie y est nettement moins chère qu'à Londres, Copenhague, Genève ou Milan.

Sources :

- [L'Ile-de-France parmi les régions européennes, Baromètre de l'attractivité européenne, World Competitiveness Yearbook 2007, Worldwide Centers of commerce index 2007, Worldwide cost of living ranking ECA, Classement annuel du coût de la vie dans les grandes métropoles, Mercer Consulting](#)
- [La Tribune 10, 11/5/07, 13/6/07, L'Express 28/6/07, Les Echos, 10/5/07, 19/6/07, Le Moci 31/5/07, Le Parisien, 18/6/07](#)

Energie

Baisse du coût de l'électricité pour les entreprises dans les pays industrialisés.

Les prix de l'électricité pour les entreprises ont tendance à baisser dans la plupart des pays industrialisés sur les douze derniers mois selon l'observatoire international annuel des coûts énergétiques de NUS Consulting. Cette diminution intervient après des années de hausses consécutives. En Europe, à l'exception de l'Italie, des Pays-Bas et de l'Espagne, la plupart des pays européens ont bénéficié d'une réduction de prix. **La France se hisse au troisième rang des pays européens les moins chers** derrière la Suède et la Finlande avec un prix du kilowattheure (KWh) à 0,06 euro. À l'opposé, le Danemark, malgré une baisse de 3,4 %, reste le pays où l'électricité est la plus chère à 0,17 euro le KWh. Ce prix, remarque Nus Consulting, "intègre diverses taxes dont celles visant à encourager les économies d'énergie et la préservation de l'environnement".

L'Ile-de-France représente 16 % de la consommation française et produit 1,4% de la production nationale d'électricité.

Sources :

- La Tribune, 30/5/07

Enseignement / Formation

Rapport de Shanghai : la France remonte

Selon le dernier classement international des 500 premières universités mondiales, réalisé par l'université Jiao Tong de Shanghai, qui prend en compte des critères affinés, **la France remonte avec 9 établissements français recensés.**

Le classement est désormais divisé en cinq grands domaines : **les sciences de la terre et les mathématiques ; les sciences agronomiques ; l'informatique et les sciences de l'ingénieur ; les sciences sociales et les sciences médicales et pharmaceutiques.**

La première université française, Paris XI (Paris Sud, faculté des sciences d'Orsay), passe du 64ème rang en 2006 **au 24ème rang en 2007** dans la catégorie "sciences de la terre et mathématiques". Dans cette même catégorie, quatre autres établissements français apparaissent parmi lesquels trois franciliens, Paris VI (Pierre et Marie Curie) au 31ème rang (45ème en 2006), l'Ecole Normale Supérieure ex-aequo entre la 51ème et la 75ème place (99è en 2006) et l'université Paris VII (Denis Diderot) ex-aequo entre la 76ème et la 100ème place (102è en 2006).

Dans la catégorie "Informatique et sciences de l'ingénieur", une des deux universités françaises classées est francilienne : Paris VI ex-aequo entre la 77ème et la 106ème place (45ème en 2006). Paris VI se retrouve également ex-aequo entre la 77ème et la 106ème place (45ème en 2006) dans la catégorie Sciences du la vie et agronomiques, seule représentante des universités françaises.

Enfin, l'Insead (Institut européen d'administration des affaires) est 42ème dans le classement consacré aux sciences sociales.

Il n'y a pas d'établissement français dans la catégorie "Sciences médicales et pharmaceutiques".

Sources :

- [Classement des universités mondiales 2007](#)

- Le Figaro 19/6/07, Le monde informatique 29/6/07, Le monde 20/6/07

Finance Banque

Paris ville la plus recherchée par les banques

Selon un classement établi par Cushman & Wakefield sur les transactions enregistrées dans les 17 plus importantes métropoles européennes, Paris et Londres sont les deux principales places bancaires en Europe. 917.000 m² de bureaux ont été loués à des établissements financiers en Europe en 2006. Paris est la ville la plus recherchée par les banques. Elle devance Londres en ce qui concerne la location de bureaux avec 213.000 m² à Paris, contre 179 050 m² à Londres et 178 600 m² à Francfort.

Sources :

- [Classement Cushman & Wakefield](#)

- Les Echos, 21/6/07, Le Moniteur 6/6/07

Industrie culturelle

L'Ile-de-France occupe une place remarquable dans le monde

Selon une étude de l'IAURIF, **les industries culturelles représentent 113 400 emplois en Ile-de-France dans 19 500 établissements**, soit 45% de l'emploi et 38% des établissements français du secteur. Elles regroupent l'industrie musicale, les industries cinématographiques et vidéo, audiovisuelles (radio-télévision) et l'industrie du livre, la presse et l'imprimerie.

Certaines de ces activités ont été fortement créatrices d'emplois (cinéma, vidéo, radio-TV, presse) alors que d'autres ont plutôt réduit leurs effectifs (Disque, livres, imprimerie) pour s'adapter aux mutations industrielles et à l'adoption de nouvelles technologies.

La région est en concurrence au niveau international avec Los Angeles, Londres et New-York ou encore Toronto, HongKong ou la Corée du sud. Pour conserver sa place, elle doit relever des défis : maintenir l'équilibre entre les grands opérateurs et les entrepreneurs indépendants, conforter les compétences franciliennes, renforcer le positionnement concurrentiel de la région, stimuler les exportations de biens culturels, anticiper la convergence des secteurs applicatifs et des usages et utiliser l'innovation comme clé de rayonnement.

Plusieurs territoires franciliens accueillent ces activités :

- les **industries du cinéma** sur la Plaine-Saint-Denis, dans l'Est parisien à Joinville-le-Pont, Bry-sur-Marne, Montreuil, dans l'ouest à Boulogne et Neuilly-sur-Seine
- la **télévision** à l'ouest autour de Paris 15^e, Boulogne, Issy-les-Moulineaux
- la **radio** dans les 16^e et 18^e arrondissements parisiens
- la **musique** historiquement dans les 8^e et 17^e arrondissements parisiens, redéployé récemment sur Levallois
- le **livre** dans les 6^e, 14^e, 15^e et 7^e arrondissements
- la **presse** dans les 2^e, 8^e, 9^e et 17^e arrondissements parisiens jusqu'à Levallois et dans le 15^e, Issy-les-Moulineaux et Boulogne
- l'**imprimerie** plus répartie sur le territoire francilien à Mary-sur-Marne et Torcy en Seine-et-Marne, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise)...

Sources :

- [Les industries culturelles : un levier de développement stratégique pour l'Ile-de-France](#)

TIC

Vidéo à la demande : la France championne européenne

Selon une étude du cabinet NPA pour la Direction du développement des médias et l'Observatoire européen de l'audiovisuel, **la France est championne européenne pour la vidéo à la demande avec 20 services proposés**. Le marché a représenté en 2006 un chiffre d'affaires de 16,5 millions d'euros. La moitié des services proposés sont concentrés dans quatre pays : France, Grande-Bretagne, Allemagne et Pays-Bas. Selon une autre étude du Cabinet Oliver Wyman, "le potentiel du développement de la vidéo à la demande (VOD) en France est aujourd'hui largement sous-évalué, alors qu'il devrait atteindre 500 millions d'euros à l'horizon 2012".

Sources :

- [La Vidéo à la demande en Europe](#)
- [Les Echos 28, 30/5/07](#)

Attractivité Compétitivité

Un rapport du Sénat propose au gouvernement des pistes pour attirer et de conserver "les centres de décision économique", où s'élaborent les stratégies des grands groupes, industrielles, financières ou de recherche et développement. Le rapport met en avant les points forts et les points faibles de la France : la présence de 67 sièges mondiaux en France sur 544 en Europe (soit 12,3%), la présence en Ile-de-France des sièges sociaux des principaux groupes français mais également des sièges européens de très grands groupes mondiaux : ExxonMobil, Merrill Lynch, Goldman Sachs, Home Depot, Intel... Il pointe parmi les faiblesses une politique fiscale à l'égard des entreprises pas assez accommodante. Le rapport avance **29 propositions fiscales et juridiques** concernant notamment la structure de l'actionnariat, un régime fiscal temporaire pour les cadres de haut niveau, le développement de l'épargne retraite, l'actionnariat familial, la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés...

Sources :

- [Rapport du Sénat sur les centres de décision économique](#)
- Les Echos, La Tribune, Le Monde, 28/6/07

Pôles de compétitivité

Deux nouveaux pôles de compétitivité

Le dernier Comité Interministériel pour l'aménagement et la compétitivité des territoires du 5 juillet a labellisé **deux nouveaux pôles de compétitivité en Ile-de-France : Finance Innovation et ASTech Paris Region**.

Le pôle **Finance Innovation** consiste à faire de Paris un **centre financier** mondialement reconnu pour attirer et fixer sur le territoire centres de décision, activités financières stratégiques, cadres industriels et financiers, investisseurs institutionnels. Il comprend cinq axes prioritaires : Bases de données et systèmes d'information, Financement des entreprises de croissance, Valorisation de la recherche et innovation, Recherche & formation et Innovation sociale.

Le pôle de compétitivité **ASTech Paris Region** fédère tous les grands acteurs de la **motorisation**, du **transport spatial** et de **l'aviation d'affaires** de la métropole Paris-Région. Il s'organise autour de quatre domaines : la propulsion et les équipements, l'énergie à bord, les matériaux & structures et l'architecture du véhicule. Il a signé un accord de coopération avec les pôles Aerospace Valley (Aquitaine, Midi-Pyrénées) et Pégase (Provence Alpes Côte d'Azur).

System@tic

Le financement de 9 nouveaux projets de R&D proposés par le pôle de compétitivité system@tic a été retenu par le gouvernement dans le cadre du troisième appel à projets du Fonds unique interministériel. System@tic totalise 46 projets en cours.

Ville et mobilité durables

Le pôle de compétitivité "Ville et mobilité durables" estime avoir les moyens pour **être dans cinq ans au premier rang mondial en terme de concentration en matière grise** travaillant sur les problématiques de développement durable, devant le MIT de Cambridge aux Etats-Unis. Il pense qu'une analyse comparative permettrait de montrer qu'il est le seul dont les recherches portent sur "l'ensemble de la thématique" à savoir "la ville, son aménagement et sa gestion", "l'habitat et la construction", "la mobilité des personnes, des biens et de l'information".

Moviken, PME spécialisée dans la cartographie routière, pilote le projet Navitransports du pôle de compétitivité Ville et Mobilité Durables financé par le Conseil général de Seine-et-Marne. En partenariat avec l'Inrets, Moviken pilote ce site Wap visant à rendre accessibles depuis un téléphone mobile, cartes et horaires de transports en commun. La disponibilité de l'outil est prévue à la rentrée.

Sources :

- Décideurs d'Ile-de-France 14/5/07, L'Usine nouvelle 25/5/07, Electronique International 3/5/07, Trajectoires (Entreprendre et réussir en Seine-et-Marne), 6/07

Développement durable

Vingt-quatre grands groupes industriels de la région Ile-de-France ont signé une charte avec le Conseil Régional d'Ile-de-France "pour une dynamique de développement économique innovant au service de l'Eco-Région". Avec cette charte, les signataires se mettent d'accord pour travailler sur des engagements communs, tels que "l'intégration de l'environnement comme un des moteurs de l'innovation et de la compétitivité", "l'efficacité énergétique comme composante majeure de l'aménagement de l'Ile-de-France", la "sensibilisation des Franciliens aux enjeux du développement durable et à l'Eco-attitude".

Sources :

- [La lettre de l'ARD](#)

Enseignement supérieur

L'Ecole Nationale des Ponts-et-Chaussées multiplie les partenariats

L'Ecole nationale des ponts et chaussées de Marne-la-Vallée, qui forme 1 500 élèves par an dont la moitié en formation d'ingénieurs, multiplie les partenariats avec son environnement universitaire et professionnel. Elle participe à deux pôles de recherche et d'enseignement supérieur, qui ont donné naissance à deux établissements publics de coopération scientifique : le pôle "ParisTech", qui permet à l'école de s'insérer dans le cadre d'un Institut polytechnique et offre la possibilité de couvrir tous les volets de l'ingénierie et le pôle "Paris-Est", qui permet aux élèves d'accéder à des laboratoires spécialisés dans l'économie ou la sociologie. L'école, qui bénéficie d'un budget de 40 millions d'€ provenant pour 75% de l'Etat, s'ouvre au privé. Elle a obtenu le label Carnot, qui aide au financement d'équipes de recherche en partenariat avec le secteur privé. Le ministère de l'équipement prévoit de déménager à l'horizon 2011 le laboratoire central des ponts et chaussées, le service d'étude technique des routes et autoroutes et une partie de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité sur le campus de Marne-la-Vallée, pour créer un pôle couvrant l'enseignement, la recherche et l'ingénierie.

L'Essec s'équipe pour faire face à la concurrence internationale

L'Essec, école de gestion qui célèbre ses 100 ans, s'est dotée de nouveaux équipements et de moyens accrus pour faire face à la concurrence internationale. Présente en Chine depuis 1983 et au Japon depuis plus de 20 ans avec un bureau permanent, elle a signé des accords de double diplôme avec des universités prestigieuses en Corée, en Chine, au Japon, en Inde et a conclu une alliance majeure avec l'Allemagne et l'université de Mannheim. Cet accord a permis de mettre en place plusieurs coopérations : recherches communes, executive MBA Essec-Mannheim, échange d'enseignants. L'Essec a aussi développé des partenariats aux Etats-Unis avec plusieurs institutions renommées : Wharton, Berkeley, Harvard, Stanford et Thunderbird. En 2006, elle a inauguré un campus à Singapour à partir duquel elle souhaite attirer des étudiants d'Asie, d'Australie et du Moyen-Orient. Le développement international est sa priorité absolue. Elle accueille déjà 900 étudiants étrangers, sur un effectif total de 3700 étudiants et emploie 116 enseignants permanents dont 30% d'étrangers. Plusieurs de ses départements management, finance, droit et environnement ont acquis une envergure internationale.

Sources :

- [Les Echos 10, 31/5/07](#)

Logistique

Transport Logistique en France

Une **étude du Service Statistiques et Prospective** (SESP) recense 1 560 000 emplois dans la logistique et le transport de marchandises en France, parmi lesquels 811 000 pour la logistique. 26% des emplois liés à l'entreposage sont concentrés dans trois régions françaises, dont l'Ile-de-France, particulièrement à Gennevilliers, Saint-Denis, Roissy et Orly-Rungis. La majorité des emplois logistiques sont présents dans quatre départements français, dont la Seine-et-Marne.

Les principales zones franciliennes concentrent plus de 100 000 emplois liés à la logistique et au transport de fret : **Gennevilliers/Saint-Denis/Saint-Ouen l'Aumône** 40 646 emplois, **CDG/Tremblay/Roissy/Aulnay/ Croissy-Beaubourg** 27 173 emplois, **Orly-Rungis** 24 606 emplois, et **Moissy-Cramayel/Savigny-le-Temple/Bondoufle** 12214 emplois.

Par ailleurs, selon un dossier sur **le transport de marchandises en Ile-de-France, l'Ile-de-France constitue un pôle logistique majeur au niveau national et européen**. En 2003, 366 millions de tonnes de marchandises ont été transportées en Ile-de-France, soient 20% en transit dans la région, 40% de flux internes et 40% de flux d'échange avec la France métropolitaine ou l'étranger. 85% du trafic interne a été réalisé par la route, le ferroviaire assurant plutôt un transport de "longue distance" et le transport fluvial représentant plutôt un mode alternatif.

Sources :

- [L'emploi dans la fonction logistique, Le transport de marchandise en Ile-de-France](#)
- [Logistiques Magazine, 5/07](#)

Recherche Innovation

France : Tableau de bord de l'innovation

Selon le **Tableau de bord de l'innovation du SESSI** qui étudie 21 indicateurs, **la dynamique de l'innovation en France s'est accélérée au cours du deuxième trimestre 2006**. Comme la plupart des grands pays industrialisés, la France s'attache à favoriser et à stimuler l'innovation en aidant les acteurs de l'innovation, créant un environnement favorable, dynamisant les territoires et préparant l'avenir. Le rapport note notamment un regain d'intérêt des investisseurs en capitaux pour les entreprises innovantes. Près de 1 400 entreprises en création, développement, transmission ou reprise ont été accompagnées. Les fonds investis dans le capital-risque ont augmenté de 11% en 2006 pour atteindre 536 millions d'euros. Au second semestre 2006, les effectifs salariés des secteurs technologiquement innovants atteignent 1,57 millions de personnes. Au premier semestre 2006, le chiffre d'affaires des secteurs innovants progresse de 6,5 % en glissement annuel, gagnant en dynamisme par rapport au second semestre 2005. La croissance de l'indice d'activité est forte dans les services informatiques, dans les secteurs innovants de la chimie et, à un degré moindre, dans la fabrication des équipements de communications (radio, télévision, télécommunications, et composants). Au second semestre 2006, environ 3,4 millions de micro-ordinateurs ont été vendus aux entreprises et aux particuliers (soit +6,3 % par rapport au second semestre 2005). Durant l'année 2006, trois millions de micro-ordinateurs ont été vendus aux particuliers, contre 2,6 millions en 2005. Enfin, au second semestre 2006, le nombre d'entreprises cotées sur Alternext continue de progresser, passant de 48 à 77 entreprises. Sur l'ensemble de l'année 2006, le nombre d'entreprises cotées a presque quadruplé. Un succès d'autant plus appréciable qu'une trentaine de secteurs sont représentés et que les sociétés introduites sont très majoritairement de qualité.

Ile-de-France : PME et innovation

Dans le rapport "Innover en Ile-de-France : nos priorités pour les PME", la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) propose six domaines prioritaires et des pistes d'action pour lever les freins que rencontrent les PME franciliennes dans leur processus d'innovation. Elle souhaite accompagner les PME dans leur démarche de projets et dans l'accès au financement, élargir la coopération entre centres de recherche et PME, développer les relations PME / Grandes entreprises, former dans le domaine du management de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Elle veut faciliter l'accès des PME aux pôles de compétitivité et placer les PME au coeur de la stratégie régionale de développement de l'innovation.

Sources :

- [Tableau de bord de l'innovation du SESSI, Innover en Ile-de-France : nos priorités pour les PME](#)
- [Industries mai-juin 2007, La Tribune 14-5-07, Décideurs d'Ile-de-France, 28/5/07](#)

TIC**Croissance pour la téléphonie via internet**

Selon **l'Observatoire du marché des communications électroniques** de l'Autorité de Régulation des Communications Téléphoniques et des Postes (ARCEP), **la France comptait fin 2006 6,6 millions d'abonnements à des services téléphoniques via internet**, soit deux fois plus qu'en 2005 et 31,5 millions d'abonnements classiques. Le rapport met en évidence l'extrême mobilité des clients. 2,2 millions d'abonnés ont choisi une ligne téléphonique en "dégrouperage total", en coupant leur lien avec l'opérateur historique France Télécom. Sur 15,3 millions d'abonnés à internet, 2,6 millions d'abonnés ont choisi un service incluant la télévision sur ADSL (2 fois plus qu'en 2005) et 3,5 millions la télévision par câble. Le parc de téléphones mobiles représente 51,7 millions de terminaux.

Jeux vidéo

Pour encourager la recherche et l'innovation et permettre à l'industrie française de conserver sa position de premier plan dans l'industrie du jeu vidéo, une **étude de l'IDATE** propose de favoriser "le développement des actions de coopération et le renforcement des dispositifs d'accompagnement dans l'ensemble de la filière".

La France est devenue un acteur majeur de cette filière avec 330 entreprises, dont 114 studios de développement, représentant 2 500 emplois directs. Elle recense des acteurs majeurs comme Vivendi Games, Ubisoft et Atari qui comptent parmi les dix meilleurs mondiaux, ou Infusio et Gameloft, qui arrivent en tête du palmarès des éditeurs de jeux pour téléphone mobiles...

Le gouvernement a déjà mis en place quelques dispositifs de soutien public comme le FAEM, Fond d'aide à l'édition multimédia, pour aider financièrement la pré-production de jeux vidéo, la création d'un réseau RIAM (Recherche et Innovation en audiovisuel et multimédia) et un crédit d'impôt spécifiquement destiné aux entreprises du jeu vidéo.

Deux pôles de compétitivité intègrent également les jeux vidéo dans leurs thématiques parmi lesquels **Cap Digital Paris Region**, qui porte notamment le projet Play All de plateforme de production de jeux vidéo interopérables pour les nouvelles générations de consoles. Un observatoire des marchés et des usages, un think tank, un carrefour de l'innovation pourraient être créés prochainement et un portail internet consacré aux jeux est prévu pour la fin 2007 pour faciliter les rapprochements et partenariats entre les développeurs et les centres de recherche spécialisés.

Sources :

- [L'Observatoire du marché des communications électroniques, L'innovation et la R&D dans l'industrie française du jeu vidéo, Cap Digital](#)
- [Industrie, 5-6/07, Le Monde 3/5/07, Les Echos 2/5/07](#)

Acteurs Economiques**Performance des acteurs économiques**HAUT DE PAGE 

- **Microsoft achète ScreenTonic**, spécialisé dans la publicité sur téléphone portable. Microsoft proposera la solution de Screentonic en Europe, en Asie et aux Etats-Unis. Basée à Paris, ScreenTonic emploie 50 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,6 millions d'euros en 2006.

- **ITS Group : 10 ans de succès dans les logiciels.** Créée en 1997, ITS Group est une société de conseil en informatique, qui emploie plus de 400 personnes. Basée à Nanterre, elle a dégagé 1,93 millions d'euros de bénéfices en 2006 pour un chiffre d'affaires de 35,6 millions.

- **Servier double ses capacités de recherche**, à Croissy-sur-Seine (78), avec un investissement de 40 millions d'euros et le recrutement de 100 nouveaux chercheurs. Servier a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros en 2006, dont 25% sont consacrés à la R&D.

- **Air France KLM et ADP signent un accord de partenariat**, qui vise à améliorer la qualité de service à Roissy et Orly, notamment la fluidité du trafic passager et l'aménagement d'infrastructures propres au développement du transporteur aérien à Paris. Le groupe Air France KLM a dégagé des bénéfices record, pour la 10ème année consécutive. Leader mondial en chiffre d'affaires, il souhaite poursuivre sa réorganisation et économiser 1,3 milliards d'euros en trois ans. Il emploie 103 050 personnes, et a

transporté 70 millions de passagers en 2006 avec 569 appareils.

- **KFC prévoit d'ouvrir 54 restaurants en France**, d'ici à 2010. La société de restauration rapide compte aujourd'hui 46 restaurants en France, contre 1 000 pour McDo ou 300 pour Quick.
- **Message Business reçoit le prix Paris Entreprendre**. Cette société, spécialisée dans la communication et le marketing en ligne, va bénéficier d'un prêt d'honneur et d'un accompagnement personnalisé, et accéder à un réseau actif de plusieurs centaines de chefs d'entreprise.
- **Comsis, PME parisienne, développe le wi-fi haut débit** sur la norme 802.11n, permettant la transmission de plusieurs flux simultanés, dont la vidéo haute définition. Après quatre années de R&D, Comsis souhaite commercialiser ses premières cartes début 2008.
- **I.SPA attire les plus grands investisseurs**. La BNP. Paribas vient de prendre le contrôle de 25% des parts d'I.SPA, société installée à Courbevoie spécialiste du pilotage de projets informatiques. I.PSA emploie 38 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 4 millions d'euros en 2006.
- **Intempora participe à la R&D internationale**. Spécialisé dans les logiciels de reconnaissance d'objets pour l'automobile, Intempora participe aux pôles Moveo et System@tic. Basé à Issy-les-Moulineaux avec 7 employés, il a réalisé un chiffre d'affaires de 550 000 euros en 2006.
- **Capsule Technologie gagne sur les marchés hospitaliers**. Editeur de logiciel dans la collecte de données médicales, Capsule Technologie, installée à Paris, a réalisé un chiffre d'affaires de 7,6 millions d'euros en 2006, dont il a investi la moitié en R&D. Il emploie 40 personnes dont 13 aux Etats-Unis.
- **DNA Therapeutics combat le cancer**. Basée à Evry, cette société développe des médicaments permettant d'améliorer les traitements chimio-thérapeutiques. Elle prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros en 2008.
- **Nautilus, basée à Evry, développe des protéines thérapeutiques longue durée, uniques au monde**. Nautilus a levé 8,4 millions d'euros pour réaliser les tests cliniques de ses recherches.
- **Genosafe réalise des tests uniques** en Europe sur l'évaluation des réponses humorales et cellulaires, ainsi que le contrôle des vecteurs de thérapie génique. Classée Jeune Entreprise Innovante, Genosafe a réalisé 370 000 euros de chiffre d'affaires en 2006.
- **Quotatis, PME soutenue par le fonds Banexi Ventures, vise le marché européen** avec un site internet qui permet aux particuliers et aux entreprises d'obtenir gratuitement jusqu'à cinq devis comparatifs. Implantée à Saint-Cloud, la société emploie 45 salariés.
- **Silex, PME implantée dans le Val d'Oise, est spécialisée dans les activités de niche touchant à la protection de l'environnement et à la dépollution**. Elle adapte, fournit et entretient des équipements pour le traitement des eaux, du sol, de l'air et des déchets. Elle a mis au point un procédé unique de pompage sélectif pour extraire les hydrocarbures des nappes phréatiques sans pomper l'eau.

Sources :

- *Biotechnologies et Finance*, 7, 21/5/07, *La Tribune*, 3, 10, 16, 21, 24, 25/5/07, 1, 11/6/07, *Le Figaro Economie*, 8, 23/5/07, *Le Monde*, 25/5/07, *Le Parisien* 21, 25, 28/5/07, *Les Echos*, 4, 14, 16, 24, 29/5/07

Installations / relocalisations

- **Capgemini Outsourcing regroupe à Saint-Denis** ses anciens sites de Villepinte et Puteaux. Capgemini Outsourcing emploie 400 personnes.
- **Anritsu s'implante à Courtaboeuf**, et regroupe ses entités commerciales et R&D. Fabricant japonais d'équipements et de tests dans l'industrie électronique. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 180 millions d'euros en 2006, emploie avec 80 employés, et prévoit d'en recruter 10 en R&D.
- **Waynasoft s'implante à Saint-Quentin-en-Yvelines**, dans la pépinière Promopole. Spécialisée dans le traitement des informations géographiques à partir de logiciels libres, Waynasoft bénéficie à Promopole d'un accès facile aux acteurs institutionnels de la région.
- **Flight Safety International quitte le Bourget pour Bonneuil-en-France**. Spécialisée dans la formation des pilotes de ligne, des mécaniciens et du personnel navigant commercial, FSI assure chaque année la formation de 3 500 pilotes venus du monde entier.
- **Rivalis s'installe à Vigneux-sur-Seine**. Rivalis est une association qui apporte un soutien aux petites entreprises et aux artisans, notamment sur la gestion comptable. Rivalis emploie 250 experts, assiste 2 000 entreprises en France, et a réalisé un CA de 12 millions d'euros en 2006.
- **Strate College Designer, école de design** actuellement située à Issy-les-Moulineaux, **s'installera en 2008 à Sèvres**, où elle sera à proximité du secteur en plein développement de l'Île Seguin avec de nombreux équipements, sportifs et culturels. L'école, qui a noué des partenariats avec 25 établissements à l'étranger, accueillera environ 400 étudiants.
- **GIMV, société d'investissement belge, va ouvrir un bureau en France** consacré au capital-risque dans les technologies de l'information et de la communication.
- **Porcelanosa investit à Sénart**. Le groupe espagnol, spécialiste des carrelages, plantera en 2008 son nouveau siège social, qui remplacera celui de Massy et son centre logistique à Tigery (Sénart). Il prévoit des bureaux de 2 500 m² et une plate-forme de distribution de 15 000 m², avec près de 100 employés. Les deux dépôts d'Aulnay-sous-Bois et de Coignières seront transformés en surface commerciale.
- **Le danois JYSK, spécialisé dans l'aménagement de la maison, a ouvert un premier magasin en France**

à **Corbeil-Essonnes**. Près de 60 magasins devraient être créés d'ici 2010. La France représente une porte d'entrée vers l'Europe de l'Ouest.

- **Micos Banca**, une banque d'affaires italienne spécialisée dans la distribution de crédits immobiliers et filiale du groupe bancaire Mediobanca, **a ouvert deux agences** et créé une vingtaine d'emplois à **Paris**.
- **New Look s'implante à Paris** en 2008, après son implantation à Parinor en 2006. Société britannique spécialisée dans la mode à petit prix, New Look compte 838 magasins dans 6 pays, et prévoit d'en ouvrir 50 nouveaux par an.
- **Le groupe Louvre Hôtels**, racheté par le fonds d'investissement américain Star Wood Capital, **s'apprête à quitter Torcy pour la Défense**. Le second groupe d'hôtellerie européen présent en France regroupe les chaînes Concorde Hôtels, Bleu Marine, Kyriad, Campanile et Première Classe.
- **Sterigene**, PME spécialisée dans l'ingénierie des procédés stériles pour l'industrie pharmaceutique, a investi deux millions d'euros dans son nouveau site industriel à **Franconville**.
- **Le coréen Doosan**, spécialisé dans les charriots élévateurs et les machines de travaux publics, a **déménagé de la zone des Bruyères de Trappes à Elancourt**.
- **Xerox**, filière française du groupe américain spécialisé dans la gestion des documents, **a quitté Aulnay pour installer son siège social à Saint-Denis**, dans lequel travaillent 600 salariés.
- **Bouygues Télécom**, entreprise de télécommunications, s'installe dans les Hauts-de-Seine, avec son siège social à **Issy-les-Moulineaux** et son Technopôle à **Meudon-la-Forêt**. Le siège social accueillera la direction et les services commerciaux et le site de Meudon regroupera les services de Recherche et Développement disséminés sur six sites franciliens et accueillera 2 600 salariés dans 65 000 m².
- **Zara Home**, dernière-née du groupe espagnol Inditex (Zara, Massimo Dutti, Stradivarius...), **a ouvert un premier magasin de décoration à Paris** sur 350 m². L'enseigne possède 7 magasins en France, dont un au Val d'Europe. D'ici à 2010, elle table sur un réseau français de 30 points de vente.
- Le siège social de la marque de vêtements **Morgan a décidé de déménager de La Courneuve à Levallois**.

Sources :

- Décideurs d'Ile-de-France 28/5/07, Le Parisien 4, 14, 21, 28, 29/5/07, 12, 22/6/07, Les Echos 9, 30/5/07, 1, 18/6/07, La lettre de l'Agence pour l'Economie en Essonne 6/07, L'Usine Nouvelle 24/5/07, La Tribune 23/5/07, 18/6/07, Design Fax 18/6/07

Mutations économiques

- **Sumitomo Metal Epitech supprime 100 emplois**. Spécialisé dans les composants électroniques, l'entreprise fait face à une situation économique difficile, et ferme son usine de Follainville Dennemont, près de Mantes-la-Jolie dans les Yvelines.
- **G4S supprime 126 emplois**. Spécialisé sur la surveillance et la sécurité dans les aéroports, notamment à Roissy, G4S fait face à un marché très difficile et souhaite réorienter ses activités sur des marchés à plus forte valeur ajoutée.
- **PSA prévoit la suppression de 4 800 postes en France**. Les sites d'Aulnay-sous-Bois, La Garenne, Velizy et Carrières-sous-Poissy sont concernés. Le constructeur souhaite baisser ses coûts de production à l'horizon 2010, dont les salaires représentent 4 à 7 %.
- **Pfizer supprime 243 postes en France**, au lieu des 350 annoncés, dans son réseau commercial et au siège du groupe. Pfizer est à la recherche d'un repreneur pour son labo R&D.
- **Unilever France**, groupe franco-néerlandais qui emploie 4 500 emplois, **va supprimer 200 emplois sur trois ans**. Le siège social de Rueil-Malmaison devrait être le plus touché.
- **Corai supprime 21 postes**, et quitte Villenoy pour Saint-Thibaud-des-Vignes. Fabricant et distributeur de tarauds, racheté par un coréen en 2002, Corai délocalise toute sa production en Asie, et se concentre sur l'activité logistique. L'activité production n'était plus assez rentable.
- **JDC Imprimerie ferme définitivement ses portes à Torcy**. Un protocole d'accord de fin de conflit a été signé avec les 163 salariés de l'entreprise, qui abandonnent les recours entamés devant le Tribunal de Commerce de Paris contre Quebecor, la maison mère canadienne.
- **Skype**, société spécialisée dans les appels téléphoniques sur internet, **ferme sa filiale française** après les filiales allemande, espagnole, italienne, scandinave et polonaise. Quarante emplois, sur 516 salariés au niveau mondial, sont concernés.
- Afin de rationaliser et spécialiser son outil de production, **Gemalto**, numéro un mondial de la carte à puce, **va supprimer 409 postes**, soit 12 % de ses effectifs en France, dont 46 postes au siège de Meudon.
- **Le groupe de bancassurance belgo-néerlandais Fortis va supprimer 250 emplois en France**, soit 8% environ de ses effectifs dans ce pays, et fermer 7 agences dans le cadre d'un plan de réorganisation. Aujourd'hui, la filiale compte 79 agences réparties au sein de l'Hexagone. Suite à ces fermetures, Fortis Bank France aura recentré sa présence sur Paris et la région parisienne et quelques grandes villes de province dont Lille, Orléans et Bordeaux.
- **Cadbury**, groupe britannique leader mondial de la confiserie, **annonce la suppression de 7 500 emplois dans le monde** d'ici à 2011, soit environ 15% de ses effectifs. En France, Cadbury emploie 1 300 collaborateurs répartis sur six sites, dont un à Paris.
- **Nissan Europe** rationalise son dispositif mondial et **allège ses effectifs en France**. Environ 25% des

effectifs quitteront le site de Trappes pour la Suisse l'année prochaine où seront regroupés les dirigeants actuellement situés en France et au Royaume-Uni. Tous les cadres dirigeants, soit environ 80 à 100 personnes, devraient partir. Les équipes, soient environ 350 personnes, devraient rester à Trappes. Le siège social de Nissan Europe reste en France.

Sources :

- La Tribune 7, 9, 10, 23, 25/5/07, 8, 14, 22/6/07, Le Figaro, 9, 23, 31/5/07, 8, 14, 20, 30/6/07, Le Monde 11, 24/5/07, 9/6/07, Le Parisien, 04, 10, 22, 25/5/07, Les Echos, 7, 10, 22, 25, 30/5/07, 14, 21/6/07, Le Monde Informatique 15/6/07

Territoires

Dynamique des Territoires

HAUT DE PAGE 

Boulogne : Aménagement de l'Ile-Seguin

Plusieurs projets sont attendus sur l'Ile Seguin.

L'Université américaine de Paris (AUP) va s'implanter à Boulogne-Billancourt, sur l'Ile Seguin. Elle quittera ses locaux parisiens pour un projet de 21 000 m², qui comprendra un bâtiment académique de 11 000 m² avec des salles de classe, des bureaux, une bibliothèque, un amphithéâtre et des espaces ouvert au public comme une librairie ou une boutique, et une résidence de 10 000 m² comprenant 300 chambres. Elle s'est alliée à la New York University (NYU) pour mener son projet. Elles ont signé un partenariat académique ayant pour but de créer "une plate forme éducative" en Europe les associant à des institutions françaises comme l'Institut catholique, Paris-IV Sorbonne, et internationales comme Georges Washington University, Central European University, Loyola University et the University of California. L'AUP compte aujourd'hui 1 100 étudiants et 129 professeurs, 100 nationalités différentes dont 12% de français et une centaine d'employés. L'ensemble de l'opération (achat des terrains et construction des bâtiments) devrait coûter 70 millions d'€ L'ambition affichée est d'ouvrir à la rentrée 2010.

Par ailleurs, différents autres projets sont attendus sur les 175 000 m² de l'Ile Seguin : un projet hôtelier de 11 500 m², une résidence de chercheurs et artistes de 12 000 m², le Centre européen de création contemporaine de 25 000 m², l'installation du siège du CNRS, l'Institut national du cancer (INCA), des bureaux de l'Inserm ou un projet de la ville de Boulogne-Billancourt de 30 000 m² d'activités ludiques et de commerces...

Enfin, un nouveau pont sera réalisé au dessus de la Seine entre Boulogne-Billancourt et l'Ile Seguin. Il sera mis en service fin 2008.

Un centre dédié aux entreprises espagnoles à Orly-Rungis

Atéac, numéro un français de la gestion de centres d'affaires, et l'Agence de développement du Val-de-Marne ont inauguré le "Centro de negocios Orly-Rungis" qui propose 1 000 m² de bureaux, 40 postes de travail, 25 bureaux, quatre salles de réunion, un secrétariat bilingue, une cafétéria... entièrement dédiés aux entreprises espagnoles tentées par une implantation en France : des entreprises qui souhaitent une domiciliation, celles qui veulent tester le marché et les grandes entreprises qui souhaitent se montrer. Les partenaires impliqués dans la mise en place de ce centre souhaitent qu'il soit **un lieu d'échanges économiques entre la France et l'Espagne**.

Le Centro de Negocios est le fruit d'un partenariat public - privé unique entre l'opérateur ATEAC et l'Agence de Développement du Val de Marne. Le projet a été fortement accompagné par la Chambre Officielle de Commerce d'Espagne en France et la SILIC.

Paris : dispositifs de soutien à la création d'entreprises

A Paris, plus de 1550 entreprises ont été accompagnées, hébergées et aidées financièrement par les dispositifs de soutien à la création d'entreprises de la Ville de Paris. Près de 29 000 entreprises ont été créées en 2006. La Ville de Paris a quadruplé la surface consacrée à l'accueil des jeunes pousses pour arriver à 40 000 mètres carrés de surfaces dédiées, principalement réparties dans six incubateurs et trois pépinières. Cinq nouvelles structures sont en cours de création ou en phase finale : la pépinière Paris Innovation Réunion, consacrée aux contenus numériques, la pépinière Cochin dédiée aux laboratoires pharmaceutiques, les hôtels d'activités Raymond-Losserand, Vauvenarges consacré au multimédia et au cinéma et Brûlon-Citeaux, pour les métiers de l'art et de la création.

Réaménagement des Ports franciliens

Le Port Autonome de Paris (PAP) a présenté le **projet de réaménagement du port de Tolbiac** dans le quartier Paris Rive Gauche. Arrêtés en mars 2005 pour raisons administratives, les travaux de réaménagement du port de Tolbiac ont repris en janvier dernier et devraient s'achever en mars 2008 avec pour objectif de concilier, dans le quartier Paris-Rive-Gauche, les activités industrielles du port de matériaux et les espaces piétonniers.

Cette première tranche des travaux, estimée à 5,2 millions d'€et prise en charge à 100% par le Port

Autonome de Paris, concerne la moitié de la superficie totale du site. Elle permettra de laisser plus de 50% de la surface totale vierge de construction sur une bande de 15 mètres de large en bordure de Seine. La 2ème phase des travaux aura lieu en 2008 avec la modernisation des installations industrielles existantes (centrale à béton, site de valorisation des déchets, promenade), et la création d'un port public pour le développement de la logistique urbaine de marchandises diverses ou de nouvelles filières de valorisation. La Ville de Paris et le PAP prévoient de redonner aussi une dynamique économique à d'autres ports franciliens, avec notamment des **projets de plate-forme logistique en cours d'étude sur les ports d'Austerlitz ou de Bercy**. Dans le cadre du plan local d'urbanisme, **le port de la Tournelle ou le pont Saint-Michel** ont également été choisis pour accueillir ce type d'activités.

Zone d'aménagement concertée des Guillaumes

Depuis quelques mois, les chantiers se multiplient sur la zone d'aménagement concertée des Guillaumes, qui s'étend sur 120 ha à la limite de Rueil-Malmaison, entre l'A86 et la Seine. L'entreprise Vinci immobilier vient d'inaugurer un immeuble de 10 300 m² qui accueillera les 1000 salariés d'une société de traitement informatique de gestion des paies. Le groupe Total hébergera 2000 salariés dans un immeuble de 38 000m². Le maire de Nanterre a choisi de favoriser l'installation d'immeubles de bureaux à l'entrée de la zone industrielle de Nanterre et espère doubler en 3 ans le nombre de salariés de la zone d'activité, pour passer de 5 000 à 10 000 à terme. D'autres projets sont également envisagés pour cette zone d'activité : la Poste réfléchit à l'installation d'un centre de tri dans le secteur et la ville souhaite développer des partenariats avec le Port autonome pour développer des activités de transport sur la Seine.

Sources :

- [Val-de-Marne, l'Espagne à Paris](#)
- [Les Echos 18, 23/5, 25/6/07, Décideurs d'Ile-de-France, 14/5, 25/6/07, Le Parisien 4, 15, 28/5, 26/6/07](#)

Immobilier / Foncier

Selon l'étude "**le foncier val-de-marnais, une stratégie pour demain**", réalisée par l'Observatoire Départemental de l'Immobilier d'Entreprise du Val-de-Marne (ODIME 94), **le Val-de-Marne connaît depuis plusieurs années une forte dynamique de développement de son parc de bureaux grâce à d'importantes disponibilités foncières**. Cette dynamique devrait se poursuivre dans les prochaines années, sur un rythme équivalent à celui de la période actuelle. Le Val-de-Marne se positionne comme le département francilien capable de mobiliser d'importantes surfaces de foncier proches de Paris pour répondre aux besoins de développement du parc de bureaux francilien. L'étude analyse plus particulièrement **vingt sites à fort potentiel** avec pour objectif de développer une offre de bureaux adaptée aux besoins des entreprises. Les sites se concentrent sur les territoires d'Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine, Arcueil Cachan, Villejuif, Créteil, Val-de-Fontenay, Orly-Rungis dans lesquels trois millions de mètres carrés constructibles ou mutables ont été répertoriés.

Sources :

- [Le foncier val-de-marnais, une stratégie pour demain](#)
- [Le nouveau courrier de la CCIP, 6-8/07](#)

Transport ferroviaire

Lignes à grande vitesse : l'Ile-de-France au cœur du réseau européen

Le maillage des lignes à grande vitesse ferroviaire se tisse progressivement dans l'Europe continentale de l'Ouest. D'ici à 2020, un réseau de dimension ouest européen va se structurer pour interconnecter les grandes capitales nationales et européennes. Avec plus de 1 800 kilomètres de lignes nouvelles, **la France et l'Ile-de-France restent au cœur du système ferroviaire européen à grande vitesse**. Le réseau, pour les liaisons nouvelles à plus de 250km/h va plus que doubler et passer de 3 500 km à 7500 km selon l'estimation du cabinet Roland Berger. Pour l'Ile-de-France, les ouvertures se sont déjà multipliées vers l'Allemagne en juin dernier et vont se développer vers Londres en novembre (Paris-Londres s'effectuera en 2h15) ou Amsterdam en 2008. D'autres projets verront le jour en Europe d'ici 2011 avec la liaison Rhin-Rhône qui libérera des flux entre l'Europe du nord et la méditerranée ainsi que la liaison Lyon-Turin. La France a été un des pionniers de la grande vitesse et le 1er pays d'Europe à s'engager dans la création de lignes nouvelles, nécessaire pour dépasser le cap des 220 km/h. Grâce à son avance, elle conserve le réseau le plus long avec 1 840 km de lignes. Dans les 15 prochaines années, la carte des lignes ferroviaires va s'étendre progressivement en étoile autour de Paris. La réalisation de tous ces projets mobilisera quelque 50 milliards d'€ à travers des partenariats publics-privés.

